

tabac et la vitesse). « *Les comportements à risque sont des marqueurs sociaux, expliquait Bernadette Roussille, il y a près de trois fois plus de cancer du poumon chez les ouvriers-employés que chez les cadres* ». La consommation de soins est très élevée en France. L'augmentation ces dernières années a resserré l'écart entre groupes sociaux. La consommation est devenue relativement égalitaire, mais sa nature est différente, les ouvriers ont, par exemple, davantage recours à l'hôpital. B. Roussille soulignait l'importance des habitudes de vie, « *on peut donc attendre davantage de la prévention que de l'amélioration du système de soins* » a-t-elle conclu.

Comment pallier ces inégalités ? Que se passe-t-il sur le terrain ? C'est ce que sont venus présenter les participants à cette première table ronde.

Pour Jean-Marie Habar, médecin généraliste, intervenant en toxicomanie, président de l'association Trait d'union, « *les personnes exclues des soins pourraient y avoir accès en étant mieux informées* ». Le rôle des médecins généralistes est très important, a-t-il remarqué, et il faudrait accroître leur collaboration avec les services sociaux.

Anick Lestage, inspectrice de l'Éducation nationale, qui s'occupe d'une circonscription d'écoles primaires en Seine-Saint-Denis, expliqua que « *l'éducation à la santé a été introduite récemment dans l'école. Pédagogiquement, l'élève est mis en situation, ce qui lui permet de comprendre les enjeux pour sa santé et d'adopter lui-même les comportements qui s'imposent* ».

Enfin, Michel Ghysel, médecin, député du Nord, précisait que la politique pratiquée par les collectivités territoriales met à la disposition des citoyens, non seulement des ressources thérapeutiques, mais aussi des lieux d'accueil. « *Le Conseil général du Nord, a-t-il indiqué, a mis en place douze centres santé prévention répartis sur tout le département* ». M. Ghysel a rappelé aussi toutes les actions entreprises ou soutenues par le Conseil général : consultations de PMI, lutte contre la maltraitance, vaccinations, actions d'insertion...

Responsabilité du citoyen et politique de santé

Prendre sa santé en charge ou multiplier les risques relève du comportement individuel qui n'est, cependant, pas indépendant d'une responsabilité collective. Quel peut être le rôle des professionnels de la santé dans l'éducation du citoyen ?

Informer

Pour Gilles Errieau, médecin généraliste, membre du HCSP, « *le médecin se situe dans le champ de la réparation des pathologies, or, on lui demande de plus en plus de maintenir les gens en bonne santé* ». Cela passe par l'information. Gilles Errieau a cité l'exemple du Code européen contre le cancer, qui donne un certain nombre de recommandations, dans le but de faire diminuer la mortalité par cancer. « *Le médecin généraliste peut faire en matière de tabac, une information systématique. Ceci est efficace, puisqu'on a constaté au bout d'un an, une baisse de consommation d'environ 4 % dans la clientèle des médecins qui pratiquaient ce type d'information* ».

Plaidoyer pour un débat public

Étienne Caniard, secrétaire général de la Fondation de l'Avenir et membre du HCSP, aurait préféré aux termes *éducation pour la santé*, ceux de *réappropriation de sa santé par le citoyen*. « *Or, a-t-il constaté, 2,3% des sommes courantes de santé sont affectées à la prévention* ». Il est nécessaire de réorienter le système de soins et d'avoir une approche globale de santé publique. Étienne Caniard propose d'augmenter le nombre de débats publics : « *l'amélioration de la santé nécessite l'implication simultanée des professionnels de santé, des malades, des associations et des pouvoirs publics* ».

Pour Philippe-Jean Parquet, le débat actuel est celui qui permettra de définir « *quel dispositif de soins et dispositif de maintien et d'amélioration de la santé nous voulons mettre en place* ». Une grande partie du système de soins est aujourd'hui utilisée comme un système

d'accueil, d'accompagnement. Les professionnels de santé sont devenus des conseillers de la gestion de la santé.

Au cours des débats qui ont suivi ces deux tables rondes, des questions aussi diverses que la couverture sociale, le carnet de santé, l'alimentation, les essais thérapeutiques, etc. ont été abordées, montrant bien à quel point la santé est un problème de société.

« *Ce fut une journée riche et polythématique*, soulignait le professeur Guy Nicolas, vice-président du Haut Comité, *le Haut Comité vient d'entrer dans une nouvelle étape pédagogique, qui consiste à sensibiliser l'ensemble de la population aux problèmes de la santé* ». Il a annoncé que d'autres débats thématiques seraient organisés, ainsi que des débats régionaux. Enfin, un livre de poche paraîtra prochainement, destiné au grand public, il expliquera ce que sont les problèmes de santé. « *Il faut en finir avec l'idée que santé égale maladie, et protection sociale égale remboursement* », concluait le professeur Nicolas. ■ P. S.

Groupe de travail sur le diabète

Proposer des actions de santé publique dans le domaine du diabète sucré, c'est la mission du groupe de travail qu'a constitué le Haut Comité de la santé publique, à la demande du directeur général de la Santé.

Ce groupe, présidé par le D^r Gilles Errieau, réunit des diabétologues, des représentants de plusieurs associations et groupes de recherche travaillant dans le domaine. Il devra notamment dégager une méthodologie d'éducation des patients à la prise en charge de leur maladie qui soit modélisable à l'ensemble des affections chroniques.